



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2366>

Julien Rivoire : Macron et l'Europe...

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Mai 2017 -



Description :

Une intervention sur la politique européenne de Macron et sur l'université d'été des mouvements sociaux

L'École Émancipée

Il y a un enjeu à savoir au plus vite caractériser le projet d'E. Macron, à analyser ses principes et son agenda parce que nous savons dès aujourd'hui que nous allons devoir combattre ses politiques. La nomination du 1er ministre nous donne une indication assez claire de la tendance prise, au-delà même du programme, orientation peu étonnante, puisque sur les questions économiques notamment, le programme des républicains et de Macron sont compatibles. Cet observateur intéressé et avisé qu'est Pierre Gattaz nous l'avait signifié il y a quelques mois déjà...

Dès maintenant, nous devons faire un travail de décryptages, de désenfumages d'un projet de profonde régression sociale et démocratique mais auquel est donné les apparats de la modernité. La résistance n'ira pas de soi. Nous avons besoin de développer un travail critique des projets de « En marche », pour nous donner les moyens de donner des clés de compréhensions, dès maintenant, aux collègues, afin de déconstruire les illusions si elles existent, et de faire germer les conditions de construction au plus vite, de mouvements d'opposition aux politiques ultra libérales qui nous sont promises.

Par exemple, **concernant les politiques européennes**, le projet d'E Macron est dans la continuité des politiques libérales et austéritaires. Ce qui explique l'accueil ô combien chaleureux du ministre des finances allemand et d'Angela Merkel. Aucune remise en cause par E. Macron de ces politiques qui asphyxient les économies de la zone Euro, de ces politiques qui favorisent partout l'explosion des inégalités, l'augmentation de la pauvreté et du nombre de millionnaires. Mais E Macron va même plus loin qu'une simple continuité dans ses propositions.

Deux exemples :

- E. Macron propose la création d'un ministre de l'économie et des finances de la zone euro. Ce ministre devrait avec un droit de regard sur les budgets nationaux qui seraient jugés non conformes aux Traités, avec la possibilité de les réorienter. C'est-à-dire qu'il propose de placer les gouvernements élus sous la tutelle d'institutions technocratiques sur la question centrale qu'est la construction du budget...
- Sur un autre sujet, Il se déclare favorable à donner la compétence commerciale à l'UE. Mais c'est déjà le cas dans les traités européens. Que veut-il signifier alors ? On comprend mieux lorsqu'il donne des exemples. Il souhaite répondre en fait à la demande de la commission de l'UE. Celle-ci ne souhaite pas avoir à revivre le cas Wallon pour la ratification du CETA, et éviter ces accros démocratiques qui empêcherait de libéraliser en toute quiétude technocratique. Donc la commission demande à ce que la ratification des traités commerciaux soit de son seul ressort... Et E. Macron y répond favorablement.

Sur l'Europe, nous pourrions développer, mais son programme n'est que l'approfondissement de l'ordo-libéralisme, qui consiste à étendre le règne de la concurrence et de la dépossession démocratique... Rien de bon pour réconcilier les peuples européens avec l'idée d'un projet européen enviable. Et un cadre qui conditionne les politiques économiques et sociales nationales.

C'est donc, sans attendre, sur la base de l'analyse des propositions de Macron, au regard de nos analyses et de nos mandats que nous devons faire partager à nos collègues notre défiance vis-à-vis de ce nouveau pouvoir qui s'installe pour 5 ans...

Nous ne sommes pas seuls pour faire ce travail de décryptage des conséquences de ses projets de casse sociale, et nous pouvons travailler aux convergences et mutualiser nos analyses et propositions d'action et de mobilisation : je pense par exemple au rendez-vous, fin Aout, du 23 au 27 Aout et **l'université d'été européenne des mouvements sociaux** qu'a initié le réseau européen d'Attac.

Une centaine d'ateliers, des plénières, sur les résistances en Europe, le travail, les services publics etc... avec un

millier de militants de toute l'Europe. C'est une échéance à populariser dans nos syndicats pour permettre une participation de la FSU qui soit à la hauteur des enjeux à venir, un moment qui peut être utile pour construire les résistances nécessaires et populariser nos alternatives.